

ACTION URGENTE

HAÏTI. DES FAMILLES RISQUENT D'ÊTRE EXPULSÉES SOUS PEU

Une vingtaine de familles qui se sont retrouvées sans domicile à la suite du séisme de janvier 2010 risquent d'être chassées très prochainement de leur camp de fortune à Port-au-Prince, la capitale du pays, auquel cas elles seront de nouveau à la rue.

Une vingtaine de familles vivant dans le camp de personnes déplacées KID, dans le quartier de Christ-Roi, à Port-au-Prince, sont actuellement menacées d'expulsion forcée. Ce camp est ainsi appelé car il est situé sur un terrain appartenant à l'organisation politique du Comité pour l'unité démocratique (Komite Inite Demokratik – KID).

Les familles concernées ont raconté que le 10 mars dernier, une personne se disant membre du KID leur a annoncé qu'elles avaient jusqu'au 14 mars pour partir, ou elles seraient expulsées de force. Cette personne a affirmé que le KID avait besoin du terrain pour pouvoir accéder à un bâtiment où se réunissent les membres du comité.

Comme les milliers d'Haïtiens sans logement qui ont été contraints de s'installer sur des parcelles de terrain inoccupées au lendemain du séisme de janvier 2010, les familles habitant actuellement dans le camp KID vivent dans des abris improvisés aux conditions sanitaires déplorable et sans eau courante. Elles ne peuvent aller nulle part à moins qu'on leur fournisse une solution de relogement adaptée pour qu'elles puissent enfin commencer à reconstruire leur vie après cette catastrophe.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- priez instamment les autorités de veiller à ce que les habitants du camp KID ne soient pas expulsés en dehors de toute procédure légale, sans préavis suffisant ni consultation, et de garantir que toutes les personnes concernées bénéficient d'une solution de relogement adéquate ;
- demandez qu'une enquête soit menée sur les menaces d'expulsion qui auraient été adressées aux habitants du camp KID ;
- exhortez les autorités à chercher des solutions durables aux besoins d'hébergement de ces personnes et des milliers d'individus qui vivent encore dans des camps de fortune.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 AVRIL 2014 À :

Ministre de la Justice et de la Sécurité
publique

Jean Renel Sanon
18, avenue Charles Summer
Port-au-Prince, Haïti

Courriel :
secretariat.mjsp@yahoo.com ou
irsanon@mjsp.gouv.ht

Formule d'appel : Monsieur le
Ministre,

Directeur général de la Police nationale
d'Haïti

Godson Orélus
Police nationale d'Haïti
Port-au-Prince, Haïti

Courriel : godore68@hotmail.com
Formule d'appel : Monsieur,

Copies à :

Ministre chargée des Droits humains et
de la Lutte contre la pauvreté extrême

Rose-Anne Auguste
33, Boulevard Harry Truman
Port-au-Prince, Haïti

Courriel :
rosanne.auguste@primature.ht

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques d'Haïti dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

HAÏTI. DES FAMILLES RISQUENT D'ÊTRE EXPULSÉES SOUS PEU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les habitants du camp KID font partie des centaines de milliers de familles qui se sont retrouvées sans domicile à la suite du séisme dévastateur de janvier 2010 et qui n'ont pas eu d'autre choix que de se fabriquer un abri là où elles pouvaient. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 146 573 personnes vivent encore dans des camps de fortune plus de quatre ans après, dont un tiers risquent d'être expulsées de force.

D'après les chiffres les plus récents de l'OIM, 316 familles, soit 1 072 personnes, vivent actuellement au camp KID.

Personnes concernées : familles menacées d'expulsion forcée
Hommes et femmes

AU 54/14, AMR 36/007/2014, 12 mars 2014

